

Coup de force de l'armée en Guinée-Bissau

Arrib News, 14/04/2012 – Source Reuters Le président par intérim de Guinée-Bissau, Raimundo Pereira, et l'ancien Premier ministre Carlos Gomes Junior, favori pour devenir le prochain chef de l'Etat, étaient vendredi entre les mains de militaires qui ont interrompu le processus électoral à deux semaines du second tour de la présidentielle. Les résidences des deux hommes ont été prises d'assaut par l'armée jeudi soir. "Ils vont bien", a déclaré le lieutenant-colonel Daba Bana Walna, porte-parole militaire, après une rencontre au QG de l'armée entre des officiers et des représentants de partis politiques à Bissau, capitale de cette ancienne colonie portugaise d'Afrique de l'Ouest.

Un responsable politique ayant participé à cette rencontre, Agnela Regalla, de l'Union pour le changement, a pour sa part rapporté: "Les chefs militaires ont avancé l'idée de nouvelles élections présidentielle et législatives." Ce putsch, le deuxième en moins d'un mois dans la région après celui au Mali le 22 mars, a été condamné par le Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union africaine, les Etats-Unis, l'Union européenne et le Portugal. Pour des diplomates, l'intervention de l'armée semble destinée à empêcher l'accession à la présidence de Carlos Gomes Junior, candidat du PAIGC arrivé largement en tête du premier tour le 18 mars. Le second tour du scrutin présidentiel devait avoir lieu le 29 avril. Daba Bana Walna a déclaré que Carlos Gomes Junior et Raimundo Pereira, lui aussi membre du PAIGC, avaient été placés en détention en raison du "malaise" de l'armée à l'égard du processus électoral en cours. **CONTENTEMENT** Carlos Gomes Junior a provoqué le mécontentement d'une partie de l'armée en raison de sa politique de réforme et de réduction des effectifs politiques de l'institution militaire. "Il est de notoriété publique que l'armée n'aime pas Carlos Gomes Junior, qui était sur le point de remporter la présidentielle. Seule alternative pour les militaires: le tuer ou s'assurer qu'il ne puisse pas être élu", a dit Reuters un diplomate en poste à Bissau. Le calme régnait vendredi à Bissau, où les militaires contrôlaient les bâtiments publics, le siège de la radiotélévision et les principales artères de la capitale. Dans un communiqué lu plus tôt dans la journée à la radio RDP Africa, un "commandement militaire" dit avoir été contraint d'intervenir pour conclure un "accord secret" entre Gomes Junior et l'Angola afin de détruire les forces armées de Guinée-Bissau. Ce "commandement militaire" affirme toutefois ne pas être intéressé par le pouvoir. L'Angola, qui fournissait des conseillers à l'armée bissau-guinéenne, a annoncé il y a quelques jours la fin de cette coopération. Reunis jeudi soir à Abidjan pour discuter l'origine du Mali, les ministres des Affaires étrangères de la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ont condamné cette tentative de putsch à Bissau. Le ministre des Affaires étrangères de Guinée-Bissau, Mamadu Djalo Pires, qui était à Abidjan, a réclamé une "réaction énergique" de la part de la communauté internationale face à ce "coup d'Etat". **TRAFFIC DE DROGUE** Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté vendredi à l'unanimité une déclaration condamnant "fermement la prise du pouvoir par la force par certains éléments des forces armées". Le Conseil de sécurité appelle "à garantir la sécurité du président intérimaire Raimundo Pereira, du Premier ministre Carlos Gomes Junior, tous les officiels détenus, et demande leur libération immédiate". La Guinée-Bissau, devenue la tête de pont africaine des cartels de la drogue sud-américains pour faire transiter leur marchandise à destination de l'Europe, était censée élire le successeur du président Malam Bacai Sanha, décédé dans un hôpital parisien en janvier des suites d'une longue maladie. Au second tour, Carlos Gomes Junior devait affronter l'ancien président Kumba Yala, mais ce dernier a appelé au boycott du scrutin en affirmant que le premier tour avait été entaché de fraudes. Quelques heures avant le début des élections à Bissau, Kumba Yala, qui dit avoir des liens étroits avec les militaires appartenant majoritairement à l'ethnie Balanta, avait mis en garde contre les "conséquences" de la tenue du second tour. Les hauts gradés de l'armée sont considérés par les Etats-Unis comme des trafiquants de drogue et, selon des diplomates, l'armée est au courant de chaque avion chargé de cocaïne qui atterrit sur le territoire.